



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-nucleaire-n-est-pas-notre-avenir-arretons-le>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Le nucléaire tue l'avenir, arrêtons-le ! > NON aux prolongations des installations nucléaires > Pétition - le nucléaire n'est pas notre avenir : arrêtons-le ! > **Le nucléaire n'est pas notre avenir, arrêtons-le !**

11 mars 2019

Le nucléaire n'est pas notre avenir, arrêtons-le !

Pétition adressée à Emmanuel Macron, Président de la République ; Gérard Larcher, Président du Sénat ; Richard Ferrand, Président de l'Assemblée Nationale ; à mesdames et messieurs les député-e-s et sénateurs-trices, à Édouard Philippe, Premier Ministre ; à François De Rugy, Ministre d'État Ministre de la transition écologique et solidaire ainsi qu'à Bruno Lemaire, Ministre de l'économie des finances représentant l'État actionnaire d'EDF SA via l'Agence des Participations de l'État (APE).

Ensemble, nous exigeons :

- ▶ **La mise en place en urgence d'une véritable planification de l'arrêt de l'ensemble du parc nucléaire français. Avec fermeture au plus tard à 40 ans de fonctionnement des réacteurs et installations nucléaires.**
- ▶ **L'inscription dans la loi de la possibilité pour un gouvernement et pour le Parlement de décider de la fermeture de réacteurs pour raison de politique énergétique, et le maintien a minima de l'échéance de 2025 pour la baisse de la part du nucléaire à 50 %.**
- ▶ **La remise à plat de la politique de gestion des déchets et dans cette attente, l'arrêt de tous les projets de stockage et d'entreposage.**

En janvier, vous avez publié le dossier qui servira de base à la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), texte qui fixera le cap en matière énergétique pour les prochaines années. Or **cette PPE** prévoit que l'objectif de 50% de nucléaire dans la production d'électricité ne soit atteint qu'en 2035. Elle **ne respecte donc pas le cadre défini par la "Loi de transition énergétique pour une croissance verte"**, qui fixait cette échéance à 2025.

Plutôt que de faire des efforts pour respecter les objectifs légaux, vous préférez modifier la loi ! **Une "petite loi énergie" est ainsi censée acter le report de cette échéance à 2035. Présenté le**

30 avril 2019 en conseil des ministres, son texte sera ensuite soumis au vote du parlement. Le décret de la PPE pourrait être adopté dès cet été.

Avec le décalage de 10 ans de l'échéance pour la baisse de la part du nucléaire, vous préparez, avec EDF SA, la prolongation et la poursuite du nucléaire. Ceci implique de faire fonctionner jusqu'à plus de 50 ans la quasi-totalité des réacteurs.

Installations vétustes, pièces en fin de vie qui ne peuvent être remplacées, malfaçons et défauts sur de nombreux équipements, problèmes accrus de maintenance découlant des cadences infernales imposées aux travailleurs sous-traitants, déchets qui s'accumulent, etc. : la situation actuelle est déjà plus qu'inquiétante. Alors que l'industrie nucléaire, en situation de quasi-faillite est confrontée à une perte importante de compétences, **ce projet de prolongation est une fuite en avant.**

Invoquer la lutte contre le changement climatique pour justifier cette prise de risque relève de la mauvaise foi, au vu de l'inaction de la France en la matière. La sécurité d'approvisionnement ne saurait non plus être invoquée. Des réacteurs vétustes seraient maintenus en fonctionnement... principalement pour permettre à EDF d'exporter massivement de l'électricité que nos voisins européens, qui tournent le dos au nucléaire, ne voudront certainement pas acheter, pendant que les déchets nucléaires resteront tous en France.

En prévoyant de prolonger la durée de fonctionnement des centrales et des usines atomiques, vous faites preuve d'irresponsabilité et mettez en danger la population sur plusieurs générations.

Messieurs Macron, Larcher, Ferrand, Philippe, De Rugy, Lemaire, et Mesdames et Messieurs les parlementaires, ne sacrifiez pas notre avenir et celui des générations futures !

Nous, signataires de cette pétition, demandons donc :

▶ **La mise en place en urgence d'une véritable planification de l'arrêt de l'ensemble du parc nucléaire français. Avec fermeture au plus tard à 40 ans de fonctionnement des réacteurs et installations nucléaires**

▶ L'inscription dans la loi de la possibilité pour un gouvernement et pour le Parlement de décider de la fermeture de réacteurs pour raison de politique énergétique, et le maintien à minima de l'échéance de 2025 pour la baisse de la part du nucléaire à 50%

▶ La remise à plat de la politique de gestion des déchets et dans cette attente, l'arrêt de tous les projets de stockage et d'entreposage